

Brochure n° 3179

Convention collective nationale

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE ET DES COMMERCE
EN GROS DES VIANDES**

AVENANT N° 75 DU 17 MARS 2009
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ

NOR : *ASET0950572M*

IDCC : *1534*

Entre :

Le SNIV ;

Le SNCP ;

Le SYNAFAVIA ;

La CNTF,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

Article 2

Suppression de la rémunération annuelle garantie

Les signataires du présent accord rappellent que la rémunération annuelle garantie (RAG) a été supprimée par accord du 12 décembre 2007 portant sur la classification des emplois. Par conséquent, toutes les dispositions conventionnelles relatives aux éléments de rémunération compris dans la RAG sont abrogées.

La RAG a été remplacée par une rémunération mensuelle de base conventionnelle qui, pour plus de clarté, sera désormais dénommée « salaire de base mensuel minimum ».

Article 3

Salaire de base mensuel minimum

Le salaire de base mensuel minimum se définit comme le produit du taux horaire contractuel par 151,67 heures de travail effectif ou assimilé.

Dorénavant, aucun salaire de base ne peut être inférieur aux montants des salaires définis chaque année dans la convention collective nationale, qui excluent donc tout autre élément de rémunération (pauses, habillage, primes diverses...).

Article 4

Revalorisation du salaire de base mensuel minimum

Article 4.1

Revalorisation au 1^{er} avril 2009

A compter du 1^{er} avril 2009, pour les entreprises ayant mis en place la nouvelle classification des emplois, le salaire de base mensuel minimum pour 151,67 heures s'établit comme suit pour les différents niveaux et échelons.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Ouvriers-employés			
I	1 344	1 370	1 398
II	1 398	1 426	1 453
III	1 462	1 491	1 520
IV	1 548	1 579	1 611
TAM			
IV	1 563	1 626	1 691
V	1 796	1 868	1 940
VI	2 071	2 154	2 236

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Cadres			
VII	2 538	2 815	2 870
VIII	3 431	3 705	4 001
IX	4 328	4 674	5 049

Article 4.2

Revalorisation au 1^{er} juillet 2009

A compter du 1^{er} juillet 2009, le salaire de base mensuel minimum pour 151,67 heures s'établit comme suit pour les différents niveaux et échelons.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Ouvriers-employés			
I	1 364	1 391	1 419
II	1 419	1 447	1 475
III	1 477	1 506	1 535
IV	1 564	1 595	1 627
TAM			
IV	1 578	1 642	1 708
V	1 814	1 887	1 959
VI	2 092	2 176	2 258
Cadres			
VII	2 563	2 843	2 899
VIII	3 465	3 742	4 041
IX	4 371	4 721	5 099

Article 5

Revalorisation du barème d'ancienneté

Article 5.1

Revalorisation au 1^{er} avril 2009

A compter du 1^{er} avril 2009, pour les entreprises ayant mis en place la nouvelle classification des emplois, la prime d'ancienneté est calculée en

appiquant, pour les différents niveaux et échelons, le taux conventionnel de 3 % après 3 ans d'ancienneté augmenté de 1 % par année d'ancienneté supplémentaire dans la limite de 10 %, au barème suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Ouvriers-employés			
I	1 300		
II	1 350		
III	1 350	1 377	1 405
IV	1 439	1 472	1 497
TAM			
IV	1 494	1 553	1 615
V	1 664	1 731	1 800
VI	1 909	1 985	2 064
Cadres			
VII	2 252	2 432	2 627
VIII	3 182	3 436	3 711
IX	4 014	4 335	4 682

Article 5.2

Revalorisation au 1^{er} juillet 2009

A compter du 1^{er} juillet 2009, la prime d'ancienneté est calculée en appliquant, pour les différents niveaux et échelons, le taux conventionnel de 3 % après 3 ans d'ancienneté augmenté de 1 % par année d'ancienneté supplémentaire dans la limite de 10 %, au barème suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Ouvriers-employés			
I	1 325		
II	1 370		
III	1 370	1 398	1 426

NIVEAU	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
IV	1 461	1 494	1 519
TAM			
IV	1 516	1 576	1 639
V	1 689	1 757	1 827
VI	1 938	2 015	2 095
Cadres			
VII	2 286	2 468	2 666
VIII	3 230	3 488	3 767
IX	4 074	4 400	4 752

Article 6

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir les négociations visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes lors de la prochaine commission mixte paritaire du 13 mai 2009.

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, lequel recevra sa pleine application au premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 17 mars 2009.

(Suivent les signatures.)